

Il est essentiel d'améliorer la disponibilité des données sur les pays africains si l'on veut réaliser les objectifs du développement, constate la Fondation Mo Ibrahim dans son nouveau Rapport sur la Gouvernance en Afrique

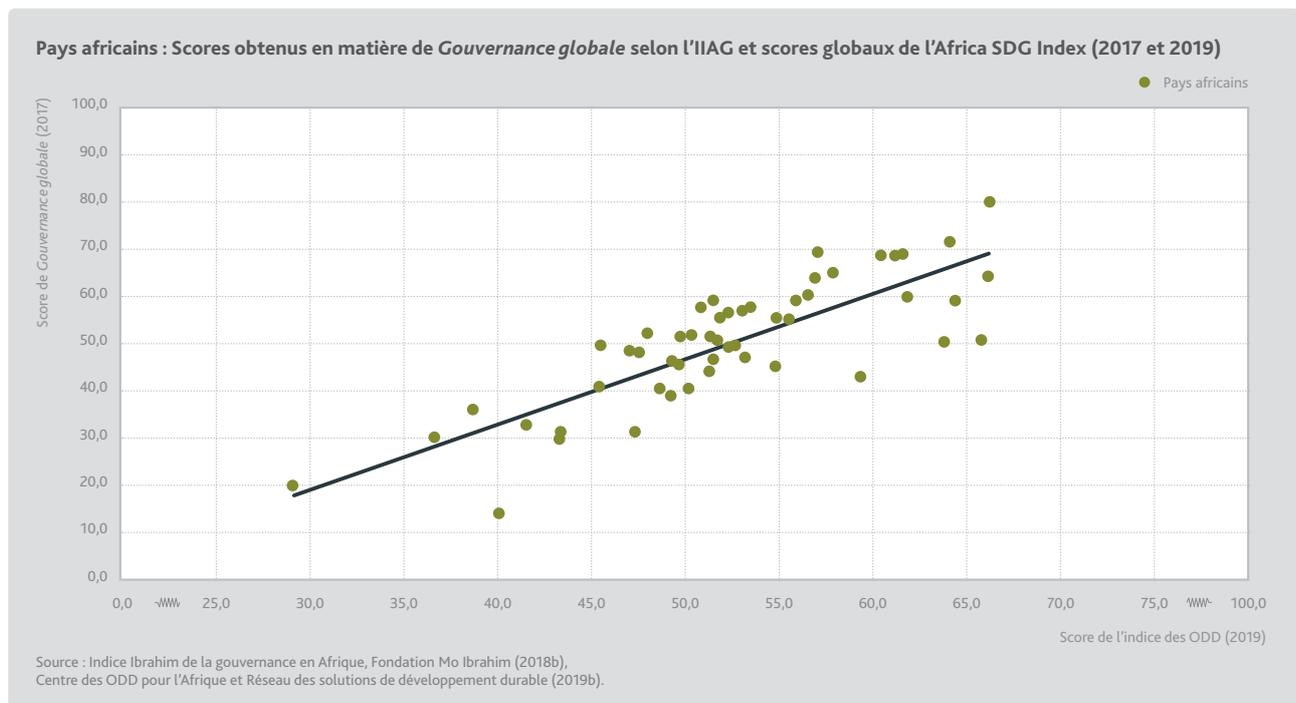
Les pays africains et leurs partenaires doivent redoubler d'efforts pour combler le « data gap » qui handicape le suivi des Objectifs de Développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063.

Dakar et Londres, 15 octobre 2019 – Le Rapport sur la gouvernance en Afrique, publié aujourd'hui par la Fondation Mo Ibrahim, s'appuie sur les données de l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) pour apporter de nouveaux éclairages sur les progrès accomplis vers la réalisation tant de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) que des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Il met en évidence les efforts qui restent à accomplir afin d'améliorer la gouvernance en Afrique, et souligne de façon générale la nécessité urgente de combler le « data gap » sur le continent, si l'on veut être à même d'évaluer les progrès accomplis et les efforts qui restent à mettre en œuvre.

Le rapport est publié alors même que le continent s'apprête à entamer la dernière décennie de l'Agenda 2030 (ODDs) et se trouve à mi-parcours du Premier Plan décennal de Mise en œuvre de l'Agenda 2063.

L'IIAG, qui constitue l'ensemble de données le plus complet sur la gouvernance publique en Afrique, relève d'abord l'existence d'une corrélation forte entre les scores obtenus en matière de *Gouvernance globale* et les résultats de l'*Africa SDG Index*, soulignant l'importance de la gouvernance publique pour assurer un développement durable.

Le rapport met ensuite en évidence les priorités à aborder dans les différents domaines ciblés conjointement par les deux Agendas 2030 et 2063 et couverts par l'IIAG : *Accès à l'éducation et éducation de qualité, Santé et nutrition, Inclusion des femmes et des jeunes, Prospérité et opportunités économiques, Sécurité, justice et institutions fortes.*



Ainsi, en matière d'éducation, même si des progrès incontestables ont été accomplis en termes d'accès à l'enseignement, le décalage entre l'offre d'enseignement et les besoins du marché de l'emploi est un sujet de préoccupation croissante.

Dans le domaine de la santé, la disponibilité et l'accessibilité, notamment financière, des services de santé de base appellent une attention particulière. La détérioration des indicateurs en matière de sécurité alimentaire est également un sujet.



Mo Ibrahim
FOUNDATION

En matière de prospérité et d'opportunités économiques, les progrès restent encore notablement insuffisants en ce qui concerne la diversification des exportations, l'accès de tous à l'électricité, les infrastructures de transport, les investissements en secteur rural et l'intégration régionale.

Les données de l'IAG mettent également en valeur d'intéressantes corrélations, entre l'accès à l'électricité et les performances en matière de santé et d'éducation par exemple.

Le rapport met enfin en exergue, de façon générale, le caractère inquiétant du manque de données constaté à l'échelle du continent. Près de la moitié des objectifs de l'Agenda 2063 ne sont pas directement quantifiables et, à ce jour, moins de 20 % d'entre eux s'accompagnent d'un indicateur permettant de mesurer les progrès accomplis. Moins de 40 % des indicateurs relatifs aux ODD disposent de suffisamment de données pour suivre avec précision les progrès réalisés sur le continent. En outre, plus de la moitié des données sur les indicateurs des ODD concernant l'Afrique proviennent d'estimations, ou de modélisations. La capacité de suivre les progrès réalisés, vers les objectifs de développement en Afrique, et, partant, de ceux qui restent à accomplir, est donc en question.

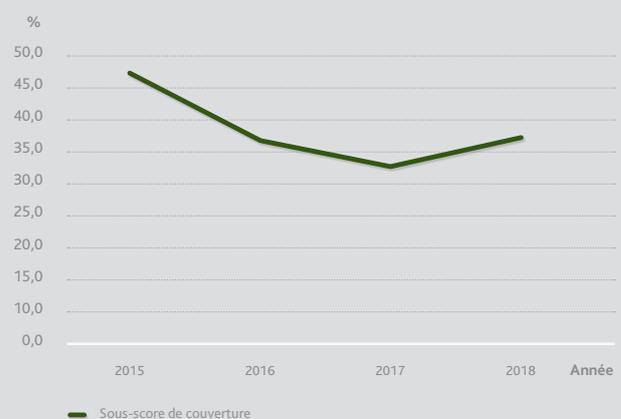
Depuis l'adoption des deux Agendas 2030 et 2063, la couverture et l'accessibilité des données dans des domaines clés se sont détériorées en Afrique. Cette évolution préoccupante touche en particulier les statistiques démographiques et l'état civil. Huit pays africains seulement disposent d'un système d'enregistrement des naissances couvrant au minimum 90 % de la population, et trois seulement d'un système d'enregistrement des décès couvrant au minimum 90 % de la population. Le manque de données d'état civil présente un contraste frappant avec la croissance démographique d'un continent qui pourrait compter 1,68 milliard d'habitants en 2030.

En l'absence de statistiques démographiques précises et exhaustives, il est impossible de mettre en œuvre des politiques de développement efficaces et adaptées aux populations effectivement concernées. Depuis 2008, selon l'IAG, très peu d'améliorations ont été obtenues d'une manière générale en matière de capacités statistiques. Le problème est aggravé par la faible autonomie des Instituts nationaux de statistique.

En conclusion, le rapport plaide pour la mise en place prioritaire de données solides. L'Obtention des Données de Développement (*Sound Data for Governance*) constituerait en quelque sorte un ODD (SDG) « chapeau », préalable indispensable à la réalisation effective de tous les autres.

Mo Ibrahim, président de la Fondation Mo Ibrahim : « Nous nous félicitons des efforts constants pour améliorer la gouvernance, facteur crucial pour la réalisation des ODD et de l'Agenda 2063. Nous sommes toutefois préoccupés par l'incapacité dans la plupart des cas de suivre avec précision les progrès accomplis. Il n'est pas de politiques efficaces sans données solides. Sinon, nous avançons à l'aveuglette : les politiques sont inadéquates, les ressources mal orientées, et les progrès incertains. Il faut conjuguer les efforts pour combler en urgence ce data gap, si nous voulons effectivement achever nos ambitions sans laisser personne sur le bord de la route ».

Afrique : Sous-score de couverture dans la catégorie des données statistiques démographiques et de l'état civil, scores moyens en pourcentage (2015-2018)



Source : Open Data Watch (2019)



Mo Ibrahim
FOUNDATION

CONTACTS PRESSE

Zainab Umar, umar.z@moibrahimfoundation.org, +44 207 535 5068

Équipe médias de la Fondation Mo Ibrahim : mifmedia@portland-communications.com, +44 20 7554 1715

NOTES AUX RÉDACTEURS

- Le rapport est accessible sur l'adresse suivante : <http://mif.media/gr-2019>.
- Fondée en 2006, la Fondation Mo Ibrahim axe ses activités sur le rôle essentiel du leadership et de la gouvernance en Afrique, et propose des outils visant à évaluer et à appuyer les progrès en matière de leadership et de gouvernance.
- L'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG), l'ensemble de données le plus complet sur la gouvernance africaine, fournit une évaluation annuelle de la qualité de la gouvernance dans les pays africains.
- S'appuyant sur dix ans de données, l'IIAG 2018 est un outil essentiel d'évaluation complète des tendances de la gouvernance publique, qui analyse en profondeur l'évolution de la qualité de la gouvernance dans chacun des 54 pays du continent africain au cours des cinq dernières années (2013-2017) dans le contexte de la décennie écoulée (2008-2017). Il analyse également les facteurs qui ont joué ou pourraient jouer un rôle clé dans la transformation du continent.
- La Fondation Mo Ibrahim publie tous les deux ans un nouvel ensemble complet de données de l'IIAG, avec actualisation de tous les scores, classements et tendances. En outre, elle publie chaque année un Rapport sur l'état de la gouvernance en Afrique, fondé sur l'IIAG, qui met l'accent sur les évolutions et les challenges de la gouvernance en Afrique.
- La prochaine mise à jour de l'IIAG sera publiée en octobre 2020.
- L'IIAG repose sur 102 indicateurs, issus de 36 sources de données indépendantes, couvrant, pour chacun des 54 pays africains, les dimensions suivantes : *Sécurité et État de droit, Participation et Droits humains, Développement économique durable et Développement humain*.
- L'*Africa SDG Index* est produit par le Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique et le Réseau des solutions de développement durable (*SDG Center for Africa and Sustainable Development Solutions Network*). Cet indice classe les pays sur une échelle de 0 (plus mauvais score) à 100 (meilleur score). Le score de la Tunisie, 66,01, le meilleur en Afrique, indique que le pays a parcouru 66 % du chemin vers la réalisation des ODD. L'indice fournit un score global de performance et un score pour chacun des 17 ODD.
- Le Portail de données de la Fondation offre une interface conviviale qui permet d'analyser de manière personnalisée les classements, les scores et les tendances propres à chaque pays en matière de gouvernance. Les utilisateurs peuvent créer des tableaux et des graphiques exportables à partir de ces données.
- Accéder directement au Portail de données de l'IIAG : <http://iiag.online/>

Pour en savoir plus :

- Site internet : mo.ibrahim.foundation
- Twitter : @Mo_IbrahimFdn
- Facebook : <https://facebook.com/MoIbrahimFoundation/>
- YouTube : <https://www.youtube.com/user/moibrahimfoundation>
- Instagram : <https://instagram.com/moibrahimfoundation>